Genèse sociale d'une institution scolaire

In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 70, novembre 1987. pp. 31-46.

Citer ce document / Cite this document :

Damamme Dominique. Genèse sociale d'une institution scolaire. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 70, novembre 1987. pp. 31-46.

doi : 10.3406/arss.1987.2392

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335-5322_1987_num_70_1_2392

Resumen

Génesis social de una institución escolar : la Escuela libre de ciencias políticas.

El análisis de la génesis de la Escuela libre de ciencias políticas debe permitir librarse tanto de la hagiografía de institución que tiende a hacer de Emile Boutmy el fundador génial de la Escuela como de una forma de funcionalismo retrospectivo ciego a los incesantes ajustamientos que se operan entre las instituciones y las funciones sociales que ellas pueden cumplir. Si la idea de una escuela preparando a las oposiciones de la alta administración no era nueva, ella ha sin embargo encontrado, hacia 1870, una coyuntura muy favorable (derrota frente a la Alemania, sublevación de la Comuna) para realizarse. La trayectoria social de Boutmy y la importancia de su capital le predisponían sin duda a lograr el trabajo de movilización de ciertas fracciones de vanguardia de la clase dominante en torno al proyecto y a reunir los fondos necesarios para la aplicación de esta institución de enseñanza privada. Empero, el éxito posterior de la Escuela se explica en gran parte por su adaptación a las demandas sociales de la clase dominante y por una ideología funcional específica importando, en política, la legitimidad de la «ciencia».

Zusammenfassung

Soziale Entstehung einer Bildungsinstitution : die École libre des sciences politiques.

Die Analyse der sozialen Genese der École libre soll helfen, ebenso der institutionellen Hagiographie zu entgehen, die Emile Boutmy zum genialen Gründer der Schule stilisiert, wie jenem retrospektiven Funktionalismus, der blind bleibt gegenüber den permanenten wechselseitigen Anpassungsprozessen zwischen den Institutionen und den von ihnen zu erfüllenden sozialen Funktionen. War der Gedanke einer auf den höheren Verwaltungsdienst vorbereitenden Bildungsanstalt nicht neu, so war doch in den 70er Jahren des 19. Jahrhunderts eine Lage gegeben (Niederlage gegen Deutschland, Aufstand der Commune), die seiner Realisierung günstig war. Durch seine soziale Laufbahn, Umfang an Kapital, über das er verfügte, war Boutmy dazu prädestiniert, bestimmte avantgardistische Kreise der herrschenden Klasse um sein Projekt zu scharen und die nötigen Finanzmittel zur Gründung dieser privaten Bildungsanstalt zusammenzubringen. Der spätere Erfolg der École erklärt sich gröteteils jedoch durch ihre Anpassung an die soziale Nachfrage der herrschenden Klasse und eine besondere funktionale Ideologie, mit der die Legitimität von «Wissenschaft» innerhalb der Politik eingeführt wurde.

Abstract

The Social Genesis of an Educational Institution : The Ecole Libre des Sciences Politiques.

Analysis of the genesis of the Ecole libre des sciences politiques has to make it possible to avoid both the institutional hagiography which tends to see Emile Boutmy as the brilliant founder of the School and also a form of retrospective functionalism oblivious to the constant adjustments which are made between institutions and the social functions they may fulfil. The idea of a school preparing candidates for the senior civil service recruitment examinations was not a new one, but around 1870 (with defeat by Prussia and the Commune insurrection) it encountered conditions very favourable to its creation. Boutmy's social trajectory and his considerable capital no doubt predisposed him to succeed in mobilizing certain vanguard fractions of the dominant class around the project and in raising the funds needed to set up this private educational institution. But the subsequent success of the School is largely explained by its adaptation to the social demands of the dominant class and by a specific functional ideology introducing the legitimacy of «science» into politics.

Résumé

Genèse sociale d'une institution scolaire : l'École libre des sciences politiques.

L'analyse de la genèse de l'École libre des sciences politiques doit permettre d'échapper aussi bien à l'hagiographie d'institution qui tend à faire d'Emile Boutmy le fondateur génial de l'École qu'à une sorte de fonctionnalisme rétrospectif aveugle aux incessants ajustements qui s'opèrent entre les institutions et les fonctions sociales qu'elles peuvent remplir. Si l'idée d'une école préparant aux concours de la haute administration n'était pas neuve, elle a cependant trouvé, vers 1870, une conjoncture très favorable (défaite face à l'Allemagne, soulèvement de la Commune) pour se réaliser. La trajectoire sociale de Boutmy et l'importance de son capital le prédisposaient sans doute à réussir le travail de mobilisation de certaines fractions d'avant-garde de la classe dominante autour du projet et à réunir les

fonds nécessaires à la mise en place de cette institution d'enseignement privé. Mais le succès postérieur de l'École s'explique en grande partie par son adaptation aux demandes sociales de la classe dominante et par une idéologie fonctionnelle spécifique important, en politique, la légitimité de la «science».

dominique damamme

genèse sociale d'une institution scolaire

l'école libre des sciences politiques*

En février 1872 s'ouvre au siège de la Société d'encouragement de l'industrie nationale l'École libre des sciences politiques. Sur la porte de la salle qu'elle loue à l'heure sont affichés cinq cours : géographie et ethnographie par Henri Gaidoz, histoire diplomatique par Albert Sorel, histoire des doctrines économiques depuis Adam Smith par Anatole Dunoyer, histoire des finances par Paul Leroy-Beaulieu, histoire des théories de réforme sociale par Paul Janet.

Quatre-vingt-neuf élèves et auditeurs s'inscrivent cette première année. Public d'étudiants mais aussi d'amis et de curieux : avocats sans clientèle, «rentiers» appartenant à l'aristocratie (de Brissac, de Rohan-Chabot, de Chastellux...), diplomates en poste à Paris (de La Vernède, de Lesperut, Lord Brabazon de l'ambassade de Grande-Bretagne, de Sponeck de la légation danoise), auditeurs au Conseil d'État, Paul Gide, professeur à la Faculté de droit de Paris, Albert Duruy, le fils de l'ancien ministre de l'Instruction publique de l'Empire, mais aussi étudiants en droit, héritiers des classes dirigeantes de la Monarchie de Juillet et de l'Empire (du Chayla, de Clausonne, Girod de l'Ain, Lebaudy, Le Roy, Mallet, Masson de Montalivet, Ollivier, de Witt...). Auditoire aux intérêts multiples, mêlant aux traditionnels oisifs «attirés par le bruit» des «innocents qui aiment la science pour elle-même», des «écrivains politiques», des «fils de famille qui ont devant eux un avenir de député» et des «jeunes gens qui ont tourné leurs vues vers l'auditorat, l'Inspection des finances ou d'autres fonctions du même genre» (1).

*Ce texte a été présenté et discuté au séminaire de Pierre Bourdieu à l'École des hautes études en sciences sociales ; il a bénéficié également des remarques et des suggestions de Patrick Champagne.

1—E. Boutmy, *Rapport au Conseil d'administration*, 16 juillet 1872, manuscrit, Archives d'histoire contemporaine (AHC) ; E. Boutmy, *ELSP, Assemblée générale des actionnaires*, 1872, Paris, Martinet, 1872, pp. 13-14.

De vingt à trente personnes, plus pour les enseignements d'Albert Sorel et de Paul Leroy-Beaulieu, assistant régulièrement aux cours. Émile Boutmy, le directeur de l'École, un homme encore jeune (il est né en 1835), mais d'apparence fragile et que vieillit une chevelure prématurément blanche, suit attentivement chacune des leçons.

Des idées dans l'air du temps

Faible en hommes et en moyens, l'École, dans sa première organisation, ne pouvait survivre. Émile Boutmy, son fondateur, le savait : «L'École n'est à aucun degré une école professionnelle. Elle ne prépare pas à une carrière (...) (alors que) dans toutes les institutions, on n'acquiert pas seulement du savoir, mais un moyen de vivre et une position dans le monde (...) Sous la forme actuelle, l'École n'est pas viable (...) Nous avions la conviction que ces cours généraux, s'ils continuaient à n'être qu'un complément, une sorte de couronnement de l'éducation libérale, sans répondre aux nécessités pratiques d'aucune carrière, réuniraient difficilement des auditoires nombreux et fidèles (...) Nous n'entendions pas renoncer aux visées supérieures en dehors desquelles notre œuvre eût été pour nous sans intérêt et sans noblesse. Mais force nous était de prendre un second point d'appui sur un sentiment plus stable et plus général que la curiosité scientifique» (2). Bref, pour «faire vivre l'affaire sans sacrifier la dignité et l'efficacité de l'œuvre», il fallait attacher les sciences politiques aux sciences camérales, c'est-à-dire aux sciences du gouvernement et professionnaliser l'enseignement. En juillet 1872, la décision est prise de créer deux sections, diplomatique et administrative.

Avec cette réforme, l'École naissait en fait pour la troisième fois. Au cours de l'année 1871, Boutmy avait en effet modifié à deux reprises son projet. Le premier texte, *Quelques idées sur la création d'une faculté libre d'enseignement supérieur*, daté du 25 février 1871, proposait la constitution d'une École des hautes études politiques, consacrée à l'histoire de la civilisation moderne. Les sciences politiques y occupent le premier rang, mais le cadre déborde largement les frontières du politique puisqu'il englobe la philosophie, les sciences et les arts. Ce premier plan, «purement scientifique», éloigné des réalités politiques de l'heure et trop ambitieux par rapport aux attentes pratiques du public, s'avère irréalisable après la Commune. «Dans un temps où la stabilité et l'harmonie sociales sont si instantanément menacées, l'éducation des citoyens passe la première» (3). La seconde brochure, *Projet d'une faculté libre de sciences politiques* (septembre 1871), resserre l'objet de l'école aux seules connaissances politiques, mais, d'un plan à l'autre, l'objectif demeure iden-

2—E. Boutmy, *ELSP, Assemblée générale des actionnaires*, 1872, op. cit. ; *L'École libre des sciences politiques*, 1871-1889, Paris, Chamerot, 1889, p. 46.

3—E. Boutmy, *Quelques idées sur la création d'une Faculté libre d'enseignement supérieur*, Paris, Lainé, 1871, p. 12.

Les programmes successifs de l'École : du projet initial à sa réalisation effective

Les trois programmes successifs montrent une transformation importante du projet initial. L'écart le plus net se situe entre le premier et le second texte où disparaissent la philosophie, la critique historique, l'ethnologie et la linguistique, l'anthropologie, la physique et les mathématiques, l'histoire littéraire et l'histoire de l'art. Pour être moins immédiatement visible, la distance n'en est pas moins réelle entre le plan de septembre 1871 et les cours et conférences proposés par l'École en 1879. Le projet théorique a fait place aux enseignements positifs et pratiques.

Le plan de février 1871

Cours intérieurs (politique)

I. Histoire sociale de l'Europe et du nouveau monde, depuis la Révolution française.

II. Histoire constitutionnelle de l'Europe et du nouveau monde, depuis 1776.

III. Histoire législative de l'Europe et du nouveau monde, depuis 1789.

IV. Histoire administrative de l'Europe et du nouveau monde, depuis le dix-septième siècle.

V. Histoire diplomatique de l'Europe depuis le traité de Westphalie.

VI. Histoire économique de l'Europe et du nouveau monde, depuis le dernier siècle.

VII. Histoire militaire de l'Europe et du nouveau monde, depuis Frédéric II.

Cours extérieurs

(sciences, lettres et arts)

I. Esquisse du mouvement philosophique contemporain en Angleterre.

II. Tableau des derniers progrès de la critique historique en Allemagne.

III. Revue des dernières découvertes relatives à la parenté des races et à la filiation des langues.

IV. Tableau des progrès de l'anthropologie et des sciences biologiques.

V. Analyse des grandes théories qui ont renouvelé les sciences physiques et mathématiques depuis le commencement du siècle.

VI. Esquisse du mouvement littéraire européen, depuis le romantisme.

VII. Analyse des travaux critiques relatifs à l'histoire des beaux-arts, et revue du mouvement artistique européen.

Le plan de septembre 1871

Esquisse géographique et ethnographique du monde civilisé.

Histoire diplomatique de l'Europe depuis le traité de Westphalie.

Histoire militaire de l'Europe depuis Frédéric II.

Histoire des doctrines économiques depuis Adam Smith.

Histoire des progrès agricoles, industriels et commerciaux de l'Europe et du nouveau monde, depuis le dernier siècle.

Histoire financière de l'Europe depuis la Révolution française.

Histoire constitutionnelle de l'Europe et du nouveau monde, depuis 1776.

Histoire législative de l'Europe et du nouveau monde, depuis le Code civil.

Histoire administrative de l'Europe depuis le dix-septième siècle.

Histoire morale et sociale de l'Europe depuis 1789.

Programme des enseignements, 1879-1880

Section diplomatique (1)

Cours

Géographie et ethnographie ; Histoire diplomatique de 1648 à 1789 ; Histoire diplomatique de 1789 à 1879 (2 ans) ; Droit des gens ; Droit international résultant des traités (1648-1789) (2 ans) (commun aux deux sections) ; Législation commerciale comparée (commun aux deux sections) ; Statistiques et affaires commerciales (commun aux deux sections).

Conférences

Histoire diplomatique 1789-1879 ; Histoire diplomatique 1648-1789 ; Droit des gens ; Législation douanière et commerciale ; Géographie économique.

Section administrative

Cours

Organisation des pouvoirs publics en France (2 ans) ; Matières administratives (2 ans) ; Finances (2 ans) ; Droit constitutionnel comparé ; Histoire parlementaire et législative de la France de 1789 à 1852 ; Législation civile comparée ; Économie politique.

Conférences

Inspection des Finances ; Comptabilité publique ; Matières administratives ; Droit constitutionnel.

1—Pour une présentation détaillée des programmes, cf. E. Boutmy, *ELSP, Assemblée générale des actionnaires 1879, op. cit.*, pp. 17-20 et E. Levasseur, Boutmy et l'École, *Annales de sciences politiques*, 1906.

tique : ouvrir un large espace de culture qui rassemble l'encyclopédie des «sciences d'État», et non cette école spéciale d'administration que les fondateurs conviendront d'organiser dès l'année suivante.

A relire les textes de 1871, on mesure l'écart entre l'intention des acteurs et «l'histoire qu'ils font» ; de même, à suivre l'inflexion de 1872-73, on perçoit en quoi les contraintes de la situation ont amené les auteurs à adapter en permanence, et sans doute dans l'urgence, leur stratégie, sous peine d'être condamnés à l'échec : «La première année, les cours étaient purement historiques et scientifiques et restaient étrangers à toute idée de préparation professionnelle. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Au bout d'un an, le premier intérêt de curiosité étant épuisé, nous nous sommes trouvés en présence d'auditoires diminués, et, ce qui est pis, absolument instables. (...) L'École périssait. C'est alors que (...) nous avons institué un enseignement formé, pour une partie, d'un véritable apprentissage professionnel. L'effet a répondu à notre attente. L'École a reconquis rapidement la faveur publique» (4).

Ainsi, là où l'on tendrait à voir un acte inaugural d'institution, pensé et perçu comme tel, l'analyse historique découvre une suite d'ajustements entre une offre culturelle et des demandes sociales. L'École libre des sciences politiques est devenue «Sciences Po» à travers une succession de décisions, réactions ou anticipations, de mieux en mieux accordées au champ social et au marché universitaire.

L'université nouvelle

Si l'École des sciences politiques a conquis en moins de dix années sa place dans le champ universitaire, c'est qu'elle intéressait plusieurs groupes sociaux ; c'est aussi qu'elle s'inscrivait dans une conjoncture extrêmement favorable : crise nationale, interrègne politique, vide juridique.

4—E. Boutmy, *Lettre manuscrite au ministre de l'Instruction publique*, sd, (1875), AHC.

25 février 1871. La date portée sur la première brochure signale l'origine immédiate et la plus manifeste du projet. Engendré par la défaite, conforté par «l'épreuve» de la Commune, il se veut un sursaut national : «Voilà pourquoi (...) je vais (...) aux esprits distingués qui ne se sont pas élevés au-dessus du patriotisme et jusqu'à l'indifférence. Je vous dis à tous : 'Unissez-vous à moi dans une œuvre qui peut concourir largement au salut du pays. Fondons ensemble (...) une Faculté libre où s'achève l'instruction des classes libérales'» (5).

Mais, dans la faillite de l'Empire, Boutmy lit beaucoup plus qu'une débâcle militaire ou une déchirure nationale, aussi cruelles fussent-elles à ses propres convictions. Sedan accomplit l'annonce de Sadowa et Boutmy reconnaît là ce qu'il sait déjà de longue date des sociétés modernes et de la France contemporaine, et que lui ont appris Tocqueville, Comte et Taine : «l'avènement prochain et irrésistible de la démocratie dans le monde», le règne néfaste de la politique métaphysique, qui, dans l'oubli de la libre concurrence des intérêts et des opinions, dans le mépris de la loi, condamne l'histoire de France à osciller entre révolution et dictature, l'urgence, enfin, d'une politique positive et d'une éducation scientifique, à l'exemple du vainqueur allemand.

Ce que propose Boutmy à ces hommes de «bonne volonté» qu'il appelle autour de lui, ce n'est pas, pour reprendre un mot plus tardif d'Albert Sorel, une «gaveuse mécanique» experte à gorger les candidats aux concours de la haute administration, mais une école capable de former, au moyen d'une éducation «scientifique», une classe dirigeante compétente.

«C'est au lendemain de la guerre que nous avons conçu l'idée d'une école libre des sciences politiques. Nous avions été frappés de l'ignorance et de la légèreté avec lesquelles l'opinion s'était prononcée sur de si grandes aventures. Nous nous sommes demandé s'il n'était pas possible de faire mieux comprendre à la génération qui grandit la complexité et la difficulté des questions politiques, de la mettre en garde contre les déclarations d'un journalisme frivole, de lui fournir un certain nombre de notions précises qui manquaient à ses pères, et de jeter un peu de lest dans cet esquif pavoisé de généralités brillantes qu'on appelle l'esprit français.

Nos discordes civiles ont suggéré d'autres réflexions. La médiocrité des connaissances et des vues dans notre bourgeoisie nous ont paru l'une des causes principales qui expliquent son discrédit et sa faiblesse auprès des classes inférieures, et nous avons déploré qu'elle n'eût pas autre chose que des lieux communs conservateurs à opposer aux lieux communs révolutionnaires de la foule. En regardant plus haut encore, nous avons distingué un certain nombre de personnes que leur situation sociale appelle à être, dans un cercle plus ou moins étendu, les guides et les modérateurs de l'opinion et nous avons eu le chagrin de trouver qu'elles n'étaient pas toujours égales à leur rôle. Il nous a semblé que si, tous les ans, on parvenait à jeter dans la masse sociale une centaine d'hommes déjà instruits, ayant le goût de s'instruire davantage, et capables de donner le ton à l'esprit public au nom d'une sérieuse compétence, on aurait quelque chance de voir décliner, par comparaison, le prestige des gens qui jugent sans étude et décident de tout, et que sous cette même influence, l'homme d'État s'éloignerait de plus en plus du type de l'avocat et du journaliste, pour se rapprocher de celui du savant et de l'homme d'affaires» (6).

L'argumentation est construite autour du vieux couple antithétique *épistémé-doxa*. Si, pour Boutmy, doctrines révolutionnaires et doctrines rétrogrades continuent indéfiniment de se combattre, c'est en raison de leur commune abstraction ou de leur nature théologique ou métaphysique. A ces discours absolus ou improuvés, il oppose la connaissance scientifique du savant et la compétence pratique de l'entrepreneur : « Nous avons le goût des généralités dans toutes les sciences, mais nous ne les avons jamais plus prodiguées qu'en matière d'organisation sociale. On appelle cela 'les principes'. Je pense beaucoup de bien des principes ; mais il me semble qu'en ce genre, tout est dit, et c'est une bien autre chose que j'aimerais à voir enseigner. Que ces grandes généralités soient vraies en gros, nul ne le conteste mais l'expérience seule fixe la limite précise où elles cessent d'être *pratiquement exactes*» (7). Hippolyte Taine, parrainant le projet dans un long article du *Journal des Débats*, indiquera dans le même sens que les promoteurs «ne songent pas à soutenir un parti, mais (qu'ils) veulent maintenir l'enseignement en dehors des théories (...) La science engendre la prudence, et l'étude minutieuse diminue le nombre des révolutionnaires en diminuant le nombre des théoriciens» (8). Thématique ancienne, commune aux économistes libéraux et à différents courants du positivisme, mais qui trouve sa pleine expression et toute sa force dans ce dernier tiers du 19^e siècle. Dans *La Réforme intellectuelle et morale*, très exactement contemporaine des opusculs de Boutmy, Renan affirme de même que «le rationalisme est loin de porter à la démocratie» (9) : la science emporte une politique, et la raison scientifique transforme les enjeux politiques et sociaux en problèmes «techniques».

Institution qui se veut «scientifique» au service de la renaissance nationale, l'École se donne comme une réponse au manque de savoir et de compétence —et, au-delà, à la crise d'autorité et de légitimité— des élites sociales et politiques. La France n'a pas, n'a plus de tête : refaire une «tête de peuple», telle est la mission que ses fondateurs assignent à l'École.

«C'est l'Université de Berlin qui a triomphé à Sadowa, on l'a dit avec une raison profonde ; et il faut être aveugle pour ne pas voir l'ignorance française derrière la folle déclaration de guerre qui nous a conduits où nous sommes. On dit partout qu'il faut refaire des hommes, c'est-à-dire refaire dans les hommes le culte des choses élevées et le goût des études difficiles. C'est assurément une nécessité pressante ; mais auparavant ne faut-il pas créer l'élite qui, de proche en proche, donnera le ton à toute la nation ? Refaire une tête de peuple, tout nous ramène à cela. L'instruction supérieure touche donc de très-près au premier, au plus urgent de nos problèmes politiques» (10). Si faire une tête de peuple, c'est «sauver le culte du savoir et l'empire de l'esprit», faire une tête de nation, c'est encore établir le gouvernement des meilleurs : «L'enseignement nouveau s'adresse aux classes qui ont une position faite et le loisir

5—E. Boutmy, *Quelques idées...*, op. cit., p. 8.

6—E. Boutmy, *ELSP, Assemblée générale des actionnaires*, 1872, op. cit., pp. 5-6.

7—E. Boutmy, *Quelques idées...*, op. cit., p. 11.

8—H. Taine, De la fondation d'une Faculté libre des sciences politiques, *Journal des Débats*, 17 octobre 1871, in *L'École libre des sciences politiques*, 1871-1889, op. cit.

9—E. Renan, *La Réforme intellectuelle et morale*, Paris, Calmann-Lévy, sd, 14^e éd., p. 103.

10—E. Boutmy, *Quelques idées...*, op. cit., pp. 5-6.

de cultiver leur esprit. Ces classes ont eu jusqu'ici la prépondérance politique ; mais elles sont menacées. Elles avaient établi leur première ligne de défense sur les hauteurs de la naissance et de la fortune ; elles avaient pour elles les lois et les mœurs. Voici que partout les mœurs les trahissent, les lois les abandonnent (...). Dans cette ruine des exclusions qui leur réservaient le pouvoir, dans ce déclin des sentiments qui leur assuraient l'influence morale, les classes qui représentent des situations acquises risquent fort de se voir exclues à leur tour de ce *pays légal* qu'elles ont si longtemps interdit au grand nombre. Revanche excessive au point d'être injuste, mais qui me laisserait assez indifférent, si, en frappant les hommes, elle n'atteignait les deux conditions vitales de toute société progressive, l'empire de l'esprit et le gouvernement par les meilleurs.

Voilà ce qu'il ne faut pas laisser périr. Ce serait folie aux classes menacées de croire qu'elles pourront, par la résistance légale, se maintenir dans les positions qui leur restent et regagner les positions perdues. On retient ou on ressaisit ce qui échappe, mais non ce qui tombe en poussière. Le privilège n'est plus ; la démocratie ne reculera point. Contraintes de subir le droit du plus nombreux, les classes qui se nomment elles-mêmes les classes élevées ne peuvent conserver leur hégémonie politique qu'en invoquant le droit du plus capable. Il faut que, derrière l'enceinte croulante de leurs prérogatives et de la tradition, le flot de la démocratie se heurte à un second rempart fait de mérites éclatants et utiles, de supériorités dont le prestige s'impose, de capacités dont on ne puisse pas se priver sans folie» (11).

Dans une société démocratique, la légitimité sociale repose sur la compétence. Et, si la science gouverne la politique, la politique doit devenir scientifique. D'un côté, le «flot de la démocratie» est là qui menace, flux sans reflux, qui sape les assises des autorités traditionnelles ; bientôt, la seule supériorité acceptée sera celle du savoir, seul droit reconnu au commandement et donc seul titre crédité de noblesse sociale. La domination sociale et «l'hégémonie politique» (le terme est de Boutmy) des «classes qui se nomment elles-mêmes élevées» ne peuvent subsister qu'adossées au mérite. Cette évolution, qu'il pense inéluctable, Boutmy l'accepte. L'acquisition d'une compétence lui paraît le juste prix que les fractions dominantes doivent payer pour maintenir ou établir leur supériorité sociale. De l'autre, s'il est vrai que, dans toutes les sociétés modernes, la politique doit s'appuyer sur le savoir, les systèmes démocratiques, menacés en permanence par les rêves chimériques de la «masse» et par la «lutte plus profonde qui divise aujourd'hui les classes» (12), peuvent, moins que tous autres, se passer du contrepoids de la science, qui «observe les faits, les décrit et en cherche les lois», alors qu'à l'inverse, l'idéal révolutionnaire «ne se propose pas comme objet d'observer les phénomènes pour en induire des lois. Les observations qu'il recueille, il les produit à l'appui de la critique qu'il fait de la société et de la condamnation qu'il prononce contre elle» (13).

Cette interrogation récurrente sur les rapports entre science et politique et entre élites et masse se situe certes dans un moment qui lui donne son caractère d'urgence et s'inscrit dans un champ intellectuel imprégné de positivisme et de scien-

tisme mais elle s'insère encore dans une séquence historique, qualifiée commodément de «crise allemande de la pensée française» (14), qui connaît son apogée avec l'«Année terrible» mais qui lui est antérieure, et pendant laquelle se diffusent, sous l'action d'un noyau d'universitaires prestigieux, la perception du retard scientifique de la France par rapport à l'Allemagne et la critique du système universitaire français. Ce groupe de réformateurs, familiers des réalités intellectuelles et scientifiques de l'Allemagne, soit qu'ils y aient étudié ou effectué des recherches, soit que les productions savantes allemandes entrent dans leur domaine de spécialité, s'officialise en 1878 avec la Société pour l'étude des questions d'enseignement supérieur.

Les membres-fondateurs de cette Société à laquelle appartenait Boutmy et dont une grande partie enseignaient au Collège de France ont formé un réseau de soutien efficace pour l'École lorsque Jules Ferry, entre 1879 et 1881, projettera de la nationaliser. La Société comprenait les personnalités suivantes : Émile Beaussire, professeur de philosophie au Lycée Charlemagne, Paul Bert, professeur à la Faculté des sciences, Marcellin Berthelot, professeur de chimie au Collège de France, Gaston Boissier, professeur de poésie latine au Collège de France, Émile Boutmy, Claude Bufnoir, professeur de droit civil à Paris, Michel Bréal, professeur de grammaire au Collège de France, Fustel de Coulanges, professeur à la Faculté de lettres, Paul Gide, professeur à la Faculté de droit, Sigismond Jaccoud, professeur à la Faculté de médecine, Paul Janet, professeur à la Faculté de lettres, Édouard Laboulaye, professeur d'histoire des législations comparées au Collège de France, Ernest Lavisse, professeur d'histoire au Lycée Henri IV, Léon Lefort, professeur à la Faculté de médecine, Joseph Liouville, professeur de mathématiques au Collège de France, Maurice Loewy, astronome à l'Observatoire de Paris, Gabriel Monod, directeur d'études à l'EPHE, Gaston Paris, professeur de littérature du Moyen-Âge au Collège de France, Louis Pasteur, Georges Perrot, professeur d'archéologie à la Faculté de lettres, Ernest Renan, professeur de langues orientales au Collège de France, Charles Schützenberger, professeur de chimie au Collège de France, et Hippolyte Taine, professeur à l'École des Beaux-Arts (15).

Grandeur du pays et pouvoir de la science, développement scientifique et formation des élites, science politique et politique démocratique, science et maintien de l'ordre social, compétence et légitimité, tous ces thèmes tissent la trame du premier projet de Boutmy. Dans le second texte, de septembre 1871, ils subsistent, mais l'insistance se déplace sur l'éducation politique de la classe moyenne — conséquence de la Commune — et des élites politiques et administratives : «Au reste, l'effet le plus considérable (...) n'est pas de former des hommes d'État, mais de créer autour d'eux un groupe de libres et utiles coopérateurs (...) Des directeurs intermédiaires de l'opinion, voilà donc ce qu'il nous manque (...) A coup sûr, ce serait une grande et heureuse révolution si la France parvenait à faire essaimer tous les ans deux ou trois mille esprits pourvus de connaissances politiques, ayant un titre pour se faire écouter, et des arguments pour faire comprendre que toutes les questions sont difficiles

11—*Ibid.*, pp. 14-15.

12—H. Taine, *art. cit.*

13—E. Levasseur, *Questions ouvrières et industrielles en France sous la IIIe République*, Paris, Rousseau, 1907, pp. 934-935.

14—Cl. Digeon, *La crise allemande de la pensée française*, Paris, PUF, 1959.

15—G. Weisz, *The Emergence of Modern Universities in France, 1863-1914*, Princeton, Princeton University Press, 1980.

Science et politique

«Tant qu'on n'aura pas détruit en France cette fausse idée que l'éducation ne sert qu'en vue de la position sociale, que cultiver et instruire le pauvre, c'est faire naître en lui des besoins et une ambition impossibles à satisfaire, rien ne sera définitivement conquis. La force de l'instruction populaire en Allemagne vient de la force de l'enseignement supérieur en ce pays. C'est l'université qui fait l'école. On a dit que ce qui a vaincu à Sadowa, c'est l'instituteur primaire. Non ; ce qui a vaincu à Sadowa, c'est la science germanique, c'est la vertu germanique, c'est le protestantisme, c'est la philosophie, c'est Luther, c'est Kant, c'est Fichte, c'est Hegel. L'instruction du peuple est un effet de la haute culture de certaines classes».

E. Renan, *Questions contemporaines*, Paris, Calmann-Lévy, 1867, pp. VI-VII.

«L'avenir appartient, non pas aux peuples qui pourront mettre le plus d'hommes sous les armes, mais aux peuples les plus instruits. C'est la science qui gagnera les batailles futures. C'est l'intelligence qui a vaincu à Sadowa. On a appelé cette journée la victoire des instituteurs. Prenons la chose de plus haut : appelons-la plutôt la victoire des professeurs».

A. Mézières, De l'état actuel de l'Université, 22 juin 1867, *Revue des cours littéraires de la France et de l'étranger*, 1866-1867, p. 468 (Mézières était professeur de littérature étrangère à la Faculté de lettres de Paris).

«Je dirai seulement à ceux qui trouvent extraordinaire cette relation entre l'enseignement supérieur et l'école primaire, entre la science et le patriotisme : 'Regardez l'Allemagne'».

E. Lavis, Questions d'enseignement national, *Revue internationale de l'enseignement*, vol. 9, 1885, p. 14.

«L'esprit scientifique, se propageant de proche en proche, peut seul tempérer et assouplir ce penchant vers l'absolu, vers la chimère, qui est l'écueil des démocraties souveraines.

L'esprit scientifique, pénétrant la société peu à peu, descendant de l'enseignement supérieur dans les deux autres ordres d'enseignement, est véritablement la seule digue à opposer à l'esprit d'utopie et d'erreur, si prêt, quand il est abandonné à lui-même, quand il n'est pas réglé et éclairé par la science, à devenir l'esprit de désordre et d'anarchie. (Vifs applaudissements).

Il n'y a que la science qui puisse dire et apprendre aux démocraties laborieuses, impatientes, maîtresses d'elles-mêmes, que les conditions dans lesquelles se meut l'humanité ne sont pas indéfiniment et arbitrairement modifiables, qu'on ne peut y toucher qu'en respectant ce qui constitue la nature même des choses, que la terre où nous vivons n'est pas le domaine de l'absolu, et que ce qui y règne en souverain, c'est le relatif. (Très bien ! très bien !)

La science peut seule apprendre aux démocraties comme la nôtre que la véritable reine du monde, ce n'est pas la raison toute seule, c'est la raison réglée par le savoir.

Messieurs, croyez-le bien, dans le monde moderne la science sera le véritable et tout-puissant pacificateur ; aussi trouverez-vous toujours le gouvernement de la République prêt à seconder les efforts du monde savant, prêt à répondre à son appel, soit ici, soit ailleurs. La science et la République sont bien faites pour se comprendre ; elles font œuvre commune, elles ont même devise : la devise de la science, c'est «paix et travail», c'est aussi la devise de la République ! (Applaudissements prolongés)».

J. Ferry, Discours aux instituteurs, *Revue internationale de l'enseignement*, 1883, vol. 1, pp. 429-430.

«Le parti régnant, quel qu'il soit, démocrate, légitimiste, impérialiste, n'a pas d'opinion en mécanique, ni en chimie ; au contraire, il en a une très décidée, très absorbante en politique ; nos Républicains notamment ont des principes et les principes sont pour eux une sorte de religion... Mon principe est simple : maintenir à tout prix, à travers tous les hasards, et par tous les sacrifices, notre idée originelle et fondamentale, celle d'une école libre et scientifique, dégagée de toute attache et de tout parti, purement expérimentale, ennemie de l'a priori. Si ceci est entamé, j'aime mieux devenir une simple société théorique ou même périr, nous dissoudre, donner nos fonds à quelque institut pédagogique et scientifique. Jamais je n'accepterai que la théorie a priori des droits de l'homme ou du droit divin, que les axiomes de M. de Maistre ou de Maupeou deviennent la base de notre enseignement, encore bien moins que les fruits secs du journalisme ou de la Chambre viennent déverser leurs phrases toutes faites dans l'esprit de nos jeunes gens ; nous faisons des sciences politiques comme on fait des sciences zoologiques et nous ne voulons pour professeurs que des expérimentateurs, des observateurs et des hommes spéciaux».

Taine à Boutmy, le 23 octobre 1879, Archives Boutmy.

et la plupart des solutions complexes. L'enseignement organisé pour faire l'éducation de l'homme d'État fournirait au pays par la même occasion, cette classe moyenne instruite et judicieuse qui est le lest d'une société démocratique» (16).

Un très ancien projet

En restreignant son champ d'action aux sciences politiques, Boutmy accroissait la visibilité de l'École ; en même temps, il rattachait son entreprise à la longue série de tentatives et de réformes qui avaient cherché, au 18^e siècle et tout au long du 19^e siècle, à organiser un système d'instruction spéciale pour les élites politiques et administratives.

L'essai sans doute le plus ancien en ce sens remonte au début du 18^e siècle. Colbert de Torcy, secrétaire d'État chargé des Affaires étrangères, fonde en 1712 une académie politique destinée à «six jeunes gens pour estre instruits dans ce qui peut avoir rapport aux mesmes affaires et dans la connoissance des traités pour estre rendus capables de servir dans les négociations auprès des ambassadeurs ou des envoyés en qualité de secrétaires et subalternes de confiance» (17).

Dès l'origine apparaît la logique fondamentale qui est au principe de toutes les propositions d'école ou de cours politique, l'éducation des «hommes politiques professionnels» (18). Cette rationalité, on la retrouve par exemple dans la création en 1773 au Collège Royal d'un cours de droit de la nature et des gens (19), sous la Révolution, dans de multiples plans d'éducation, de Condorcet, de

16—E. Boutmy, *Projet d'une Faculté libre de sciences politiques*, Paris, Lainé, 1871, pp. 8-9.

17—Status adressés par le marquis de Torcy, in G. Thuillier, *L'Ena avant l'Ena*, Paris, PUF, 1983, p. 261.

18—M. Weber, *Le métier et la vocation d'homme politique*, Paris, Plon, 1959.

19—J. Portemer, Recherches sur l'enseignement du droit public au XVIII^e siècle, *Revue historique du droit français et étranger*, 36, 1959, pp. 341-397.

Daunou, de Romme ou de Destutt de Tracy (20), et, au-delà, dans le projet d'école spéciale d'administration du savant et conseiller d'État, Cuvier (21).

Pour se limiter aux expériences les plus proches de Boutmy, on constate que c'est (déjà) au retour d'une enquête sur les universités allemandes, effectuée sous les auspices de Victor Cousin, qu'Édouard de Laboulaye publie en 1843 le manifeste du mouvement réformateur du 19^e siècle. Sa démonstration progresse le long de trois lignes de force ; d'abord « pour être vraiment digne de ce nom... l'Université doit comprendre dans son enseignement l'ensemble des connaissances humaines. De là, l'obligation de suivre constamment le progrès scientifique » ; ensuite, dans un « régime d'opinion » « l'éducation politique est d'une nécessité absolue... Depuis 1789, d'immortelle mémoire (...) la question qui domine en fait toutes les autres, c'est de diriger cette vaste démocratie dont le flot monte chaque jour (...) Quelles connaissances sont plus directement utiles, plus nécessaires que les sciences politiques ? L'enseignement politique et administratif sont aujourd'hui scientifiquement possibles et politiquement nécessaires, le premier pour tous les citoyens qui reçoivent une éducation libérale ; le second, pour tous ceux qui se destinent aux fonctions publiques » (22). L'institutionnalisation des sciences politiques et administratives se greffe enfin sur un enjeu essentiel, la construction d'une bureaucratie moderne.

Faire de l'université un foyer scientifique, éduquer l'opinion publique — la classe moyenne —, réformer l'administration par une politique de formation et de sélection, toutes les propositions, au 19^e siècle, tournent autour de ces trois axes. Trois ministres, Salvandy en 1847, Carnot en 1848, Duruy en 1869, tenteront tour à tour d'introduire ces savoirs dans l'université ; Salvandy, par une réforme de la licence en droit et par l'institution d'une école ou d'une faculté de sciences politiques ; Carnot avec la création, dès mars 1848, de l'École d'administration ; Duruy par l'adjonction d'une section des sciences économiques à l'École pratique des hautes études, qu'il a créée en 1863, et par la décision d'établir un corps d'enseignements économiques à la Faculté de droit de Paris.

L'échec de ces réformes, déjà confrontées à des blocages gouvernementaux et aux résistances des facultés de droit, figées dans leur traditionalisme doctrinal et leur corporatisme, s'explique d'abord par la succession rapide des régimes politiques. Cuvier, au début du siècle, notait que des « améliorations de ce genre veulent du temps et un peu plus de fixité dans le gouvernement » (23). La chute de la Monarchie de Juillet enterre les tentatives de Salvandy ; le renversement du rapport

de force politique emporte l'expérience de l'École d'administration, supprimée en août 1849, deux fois coupable, par son esprit républicain et démocratique et par sa filiation saint-simonienne : Hippolyte Carnot, le ministre, Jean Reynaud, le secrétaire d'État à l'Instruction publique, Édouard Charton, le secrétaire général du Ministère étaient tous trois d'anciens militants de la cause saint-simonienne. Ils avaient retenu l'idée d'un État coordonnateur, aux fonctions plus larges et plus nobles que celles de l'État-gendarme du libéralisme. L'École d'administration avait pour mission d'instruire et d'éduquer les futurs spécialistes de cet État interventionniste, qui allaient se substituer aux légistes métaphysiciens et aux fonctionnaires « incompetents ». De cet espoir et des craintes qu'il suscite au sein du Parti de l'Ordre, l'École va périr. Elle incarnait trop visiblement les dangers de l'étatisme, d'une « évolution par le haut », presque aussi dangereuse qu'une « révolution par le bas ».

Dans l'exposé des motifs de son projet de 1847, Salvandy paraît à la fois sensible à l'écart entre la compétence nécessaire et la compétence effective des serviteurs de l'État, alors souvent dénoncé par les spécialistes de l'administration comme Macarel ou Vivien (24), mais aussi au déficit de légitimité des autorités. « Dans notre temps, écrit-il, le secours d'une capacité plus haute doit être attaché à l'exercice des fonctions éminentes ; c'est le seul moyen d'assurer la déférence publique... Il n'y a de supériorités acceptées que celles qui se joignent à une supériorité incontestable des études et des lumières » (25). À défaut de posséder la légitimité du sang, la nouvelle classe dominante doit posséder le savoir et le pouvoir que donne le savoir. Au-delà de ces réflexions, déjà présentes chez Laboulaye, sur la compétence des élites politiques et administratives et sur la légitimité des hommes et des fonctions, il semble que l'objectif de Salvandy ait été de consolider le pouvoir politique et de dessiner un nouveau tracé des limites de la classe dirigeante. Cette restauration passait par la structuration et par l'autonomisation de la haute administration, concrètement par un dispositif de formation et de sélection, d'où l'introduction des sciences politiques dans les facultés de droit, et d'abord à Paris, et la création d'une faculté ou d'une école spéciale. Ces réformes auraient mis un terme aux critiques de plus en plus nombreuses adressées au mode de recrutement du personnel administratif : « En présence de cet encombrement de solliciteurs tirant à leur suite amis, parents, députés, quel serait le devoir d'un gouvernement qui se soucierait plus du bien de l'administration que de la satisfaction personnelle des intrigants qui l'entourent ? Ce serait évidemment d'exiger des candidats des conditions de capacité (alors) qu'on entre à la faveur et qu'une fois entré, c'est encore de la faveur seule qu'on attend son titre et son avan-

20—Destutt de Tracy, *Éléments d'idéologie*, Paris, Levi, 1826.

21—G. Thuillier, *Témoins de l'administration*, Paris, Berger-Levrault, 1967, p. 106.

22—E. Laboulaye, De l'enseignement et du noviciat en Allemagne, *Revue de législation et de jurisprudence*, 18, 1843, pp. 513-611.

23—Institut, Fonds Cuvier, manuscrit 270 (3).

24—L. A. Macarel, *Éléments de droit public*, Paris, Éd. Nève, 1833, pp. 310 sq. ; A. F. Vivien, *Études administratives*, Paris, Guillaumin, 1852.

25—Commission des hautes études de droit, *Recueil de lois (...) concernant l'enseignement du droit*, Paris, Imprimerie nationale, 1838, pp. XXIII et LII.

cement» (26). Ces mesures auraient eu pour effet d'élever le seuil des exigences, de procurer un instrument de sélection, filtrant le clientélisme social et le patronage politique, dégageant ainsi les choix de l'emprise directe de la classe moyenne ; enfin, elles auraient autorisé le retour progressif dans la sphère publique des anciennes «illustrations» qui s'en étaient retirées à l'arrivée des Orléans. En somme, son entreprise était destinée à fortifier le pouvoir, en opérant au sein de l'appareil d'État la fusion de l'ancienne aristocratie et de la nouvelle haute bourgeoisie. Avec le temps, les hauts fonctionnaires auraient gagné en autorité et en indépendance face au personnel politique et aux notables. Non pas dissocié de la classe dominante, mais mieux protégé, l'État aurait cessé d'être identifié à la seule classe dirigeante : organiser des procédures formellement objectives de recrutement, c'est proclamer, en effet, que l'État est la chose de tous.

On comprend mieux, dès lors, le décalage qui a existé tout au long du 19^e siècle entre la légitimité scientifique et académique des sciences politiques, conquise dès la Révolution qui les installe en 1795 sous la coupole de l'Institut, reconquise sous la Monarchie de Juillet, en 1832, avec le rétablissement de l'Académie des sciences morales et politiques, supprimée en 1803 par Napoléon 1^{er}, et leur reconnaissance universitaire.

L'Empire a constitué sans doute un moment-clé, à la fois pratiquement et symboliquement, dans la construction de l'administration, ne serait-ce qu'en raison de la transformation des rapports entre le pouvoir ministériel et le corps législatif. Professionnalisation des hauts fonctionnaires, mais plus encore prétention au professionnalisme, et hérédité administrative (même d'agents dans la dépendance immédiate du pouvoir, comme les préfets et les directeurs de ministère) semblent se renforcer en cette période, même si le misonéisme professionnel ou la revendication d'un métier et d'une carrière administrative ne constituent pas des phénomènes nouveaux et accompagnent tout régime politique qui s'installe dans la durée (27). La haute administration, en particulier le Conseil d'État, et la diplomatie ont joué la carte de la spécialisation devant les menaces qu'impliquait, avec la parlementarisation du régime impérial, l'extension éventuelle des pratiques clientélares. Symptomatique à cet égard apparaît la dernière réforme impériale de l'auditorat du Conseil d'État qui rétablit le système du concours en vigueur sous la Seconde République.

Après l'abandon des députés-fonctionnaires de la Monarchie de Juillet, les restrictions au clientélisme parlementaire puis la réduction (évidemment sélective) de la politisation de la haute administration, s'ouvrait la voie à une politique du concours administratif. «Point de concours ni d'examen possible sans enseignement

public ; point d'enseignement public sans un concours ou un examen qui soit la sanction du travail» avait annoncé Laboulaye. C'est dire que l'échec de Duruy ne pouvait être que momentané et que s'annonçaient, avec le régime parlementaire, la dissociation des sphères politique et administrative et l'institutionnalisation prochaine des sciences politiques et administratives. En 1871, dans le vide politique et juridique, Émile Boutmy anticipe l'évolution probable.

Emile Boutmy, un entrepreneur nanti en capital social

Le père d'Émile Boutmy, Laurent-Joseph, était ce qu'il est convenu d'appeler un brasseur d'affaires. Associé à Émile de Girardin, il participe aux entreprises de presse mais aussi aux opérations financières de son ami. Les liens entre les deux hommes débordent largement le strict cadre de rapports économiques. Les deux familles habitent un temps ensemble, et Émile de Girardin accepte de devenir le parrain d'Émile Boutmy. Sous la Monarchie de Juillet, la position sociale de la famille Boutmy s'élève. Laurent-Joseph devient un notable du régime et est élu au Conseil général de la Creuse, aux côtés de Girardin alors député de Bourgueuil. Pourtant l'ascension de Laurent-Joseph Boutmy va être brisée net par la Révolution de 1848 qui le ruine. Il meurt l'année suivante. Les dettes remboursées, il reste peu de choses de l'ancienne fortune paternelle et la famille connaît alors des temps difficiles. Bref, à l'âge où, d'ordinaire, un enfant de la bourgeoisie écoute les leçons des autres, Émile est obligé d'en donner. A la fin de sa scolarité au lycée Louis-Le-Grand, Boutmy devient, en effet, précepteur. A la différence de ses deux frères, Eugène, l'aîné qui sera successivement chimiste, professeur puis imprimeur, et Henry, le benjamin, polytechnicien puis ingénieur à Saint-Gobain, Émile n'entre pas à l'université. Brillant élève, il a été ou s'est lui-même sacrifié pour assurer l'avenir de ses deux frères.

Les Boutmy entretiennent des relations très étroites avec le milieu intellectuel. Par fonction et par goût, Laurent-Joseph Boutmy côtoie, comme les Girardin, le milieu littéraire et artistique parisien et lui-même écrit dans les journaux ou les revues qu'il dirige.

Avant 1848, les Boutmy sont donc en possession d'un important capital économique et d'un capital social considérable. Mais il s'agit d'une notabilisation encore récente et d'une richesse entièrement engagée dans des opérations hasardeuses ou franchement spéculatives. Or, comme le capital social se déprécie faute d'être entretenu par des titres intellectuels ou par un patrimoine économique, leur chute est brutale et contient un risque évident de déchéance sociale ; elle implique une perte d'indépendance et, sans doute, est-elle au principe de la reconversion qu'opèrent alors les fils vers des carrières intellectuelles et salariées.

26—E. Laboulaye, *art. cit.*

27—V. Wright, *Le Conseil d'État*, Paris, A. Colin, 1972 ; V. Wright et B. Le Clère, *Les Préfets du Second Empire*, Paris, A. Colin, 1973 ; V. Wright, *Les Directeurs et Secrétaires généraux du Second Empire*, in *Les Directeurs de Ministère en France*, Paris-Genève, Droz, 1976.

Cette trajectoire, à la fois personnelle et collective, est au principe des dispositions qui feront le futur directeur de l'École. Boutmy hérite en effet de la vision du monde libérale propre à son milieu, ainsi que de la figure de l'entrepreneur qu'incarne, de manière exemplaire, Émile de Girardin, type même de l'homme nouveau, fils de ses œuvres et propriétaire selon le modèle des économistes à la Jean-Baptiste Say ou des saint-simoniens. Émile Boutmy ne sera jamais seulement un intellectuel : par désir de revanche, il se voudra également, quand les circonstances se présenteront, un homme d'action et de décision, un chef d'entreprise : «Il avait l'art, dira à sa mort Émile Levasseur, de traiter les grandes affaires et de manier les hommes» (28).

En 1852, à 17 ou 18 ans, Émile Boutmy rencontre Hippolyte Taine, lui aussi à la recherche d'une reconnaissance sociale. Car si Taine est plus âgé (il est né en 1828), s'il est normalien et s'il collabore à la *Revue des deux-mondes* et au *Journal des Débats*, il a échoué l'année précédente à l'agrégation de philosophie et il vient d'abandonner le professorat. Là fréquentation de Taine va agir sur Boutmy, d'autant plus profondément que, de maître à penser, le philosophe devient un protecteur et un ami.

Pendant toute cette période de l'Empire, Boutmy ne sait pas ce qu'il pourrait être. Mais, en revanche, il sait ce qu'il ne veut ni ne peut être. C'est ce choix social négatif, synonyme d'un refus du déclassement et un mécanisme d'identification à Taine, largement inconscient, qui orientent sa conduite. Même si l'identité sociale était alors moins conditionnée par le statut professionnel qu'aujourd'hui, il préfère —ce qui signifie qu'il a encore cette possibilité— l'état d'homme sans qualité à une position sociale stable mais dévaluée et dévalorisante. Si cette indétermination sociale est douloureuse, elle lui paraît pourtant préférable à un classement négatif et lui permet de refuser tout choix qui symboliserait la fin de toute espérance sociale.

Entre 1863 et 1870, Boutmy écrit plusieurs articles de critique philosophique et historique. En janvier 1863, il publie dans *La Presse*, journal qui appartient à Émile de Girardin, une note sur les *Essais biographiques et historiques* de Macaulay où il prend la défense de la Révolution française ; en 1864, il analyse le livre de Cornelis de Witt, *La Société anglaise au dix-huitième siècle* ; la même année, il écrit une série de trois articles, *M. Taine et la nouvelle méthode historique* ; en 1865, il donne à *La Revue nationale* une longue étude, *M. Le Play et la Réforme Sociale* (29). Bref rappel, mais qui suffit à montrer l'ancienneté et le sens de ses intérêts intellectuels.

Parallèlement, il enseigne depuis 1865, grâce à la recommandation de Taine, l'histoire des civilisations à l'École spéciale d'architecture de Paris, institution libre fondée par Émile Trélat, fils d'Ulysse Trélat, éphémère ministre de la

A la recherche d'une position sociale

Deux lettres de Boutmy à Taine*

Mon cher ami,

Il n'y a rien d'importun comme les demandes vagues. C'est pourtant une demande de ce genre que je veux vous faire. J'ai vu hier que M. Duruy crée de nombreuses inspections. Il lui faut un personnel. Savez-vous ce que c'est que ces places et si elles conviendraient à mes goûts qui sont les vôtres ? Si vous trouvez occasion d'en parler à quelqu'un de bien informé, faites-le pour moi je vous prie.

Dans le cas où les fonctions susdites seraient dans les conditions que je souhaite, j'espère que votre amitié s'emploiera pour moi comme elle l'a fait toujours...

Je suis ici à la campagne par le plus beau temps du monde. J'entends de la musique, je regarde d'admirables couchers de soleil. Je fais succéder aux exaltations de mes promenades solitaires les excitations d'une conversation qu'anime le désir de plaire : (il y a ici de charmantes femmes). Point de repos, une sorte d'érection intellectuelle qui deviendrait très fatigante à la longue...

J'entends ici des dissertations politiques qui me montrent à quel point la méthode des sciences exactes est ignorée. On fait comme les enfants qui s'attachent à une seule idée et qui s'y tiennent : la variété des points de vue, le sentiment des nuances, le tact enfin manquent entièrement à la plupart des appréciations. Ils ont en revanche une certaine fermeté dans leurs principes étroits. Matière à faire des novateurs, mais point du tout des gouvernants habiles ou des sujets dociles. J'écoute tout cela sans y prendre part, je sais trop bien que les justes milieux ne sont pas faits pour le moindre succès dans une société française, qu'ils sont trop longs à expliquer, et qu'ils me rendraient ennuyeux aux yeux de ces charmantes femmes que je regarde avec de vagues desirs.

Cher Taine,

Un appel à votre amitié et à votre fine expérience des hommes et des choses.

Vous savez qu'Ollivier était plein de protestations de sympathie à mon égard, avant de devenir Garde des Sceaux. Je n'ai pas de raison de croire qu'il ait changé. De plus, la parole de Girardin peut avoir de l'influence auprès de lui.

Dans ces circonstances, n'y a-t-il pas lieu pour moi de songer à l'avenir et de me faire donner une position stable par ce gouvernement peut-être éphémère ?

Mais que pourrait-on demander ! Vous me connaissez ; vous savez ceux de mes goûts que je ne puis pas du tout sacrifier et ceux sur lesquels je ferais quelques concessions. Y a-t-il que vous sachiez une situation qui réponde à ces conditions et qui ne soit pas trop hors de portée... ?

Je vieillis, j'ai trente-cinq ans ; la modicité de ma fonction me ferme le mariage. J'ai peur que le talent ne baisse ; dois-je ou non songer au temps où un surplus de bien-être constitue le grand bonheur de la vie, ou me croyez-vous de force à rester «idéaliste» in aeternum ?

*Non datées, Archives Boutmy.

République de 1848. En 1870, Boutmy publie son premier livre, *Philosophie de l'architecture en Grèce*, réédité plus tard sous le titre *Le Parthénon et le génie grec*. A la veille de la guerre, l'avenir de Boutmy incline vers une double carrière de publiciste et de professeur d'histoire de l'art.

A la fin de sa *Philosophie de l'architecture*, Boutmy concluait : «Le Parthénon est un syllogisme de marbre... Pour prendre toute sa signification, il fallait qu'il se dessinât sur ce vaste fond que déploie l'âme humaine. C'est pourquoi nous avons placé l'édifice-type de l'architecture grecque au centre d'un tableau de la civilisation générale et au grand jour d'une psychologie du temps et de la race» (30). Manière, on ne peut plus claire, de

28—E. Levasseur, Boutmy et l'École, *Annales de sciences politiques*, 1906, p. 163.

29—E. Boutmy, M. Le Play et la réforme sociale, *La Revue nationale*, 31, 1865, pp. 389 sq.

proclamer sa dette à l'égard de l'histoire psychologique de Taine et de se situer, au sein d'un champ intellectuel encore largement structuré par l'opposition humanités-sciences, résolument du côté du savoir positif. Il serait certes absurde de réduire l'apprentissage philosophique et scientifique d'un homme à l'influence d'un seul penseur, fût-il Taine. Chez les modernes, Boutmy a été profondément marqué par les historiens libéraux, Tocqueville en tête. Il connaît l'œuvre d'Auguste Comte — «Il y avait, dit quelque part Albert Sorel, plus qu'on ne peut croire d'Auguste Comte en cette large conception d'éducation sociale» — et celle de Le Play sur lequel il a écrit une remarquable étude critique du point de vue libéral. Mais indiscutablement Taine domine le paysage intellectuel et par sa théorie des sciences et par sa conception de l'histoire.

Taine a exposé sa problématique dans la longue préface à *l'Histoire de la littérature anglaise* (1864). C'est là qu'il développe pour la première fois son analyse des civilisations comme totalités dont l'unité profonde renvoie à une faculté-maîtresse, effet du jeu de la race, du milieu et du moment. «Trois sources différentes contribuent à produire cet état moral élémentaire, la race, le milieu et le moment. Ce qu'on appelle la race, ce sont ces dispositions innées et héréditaires que l'homme apporte avec lui à la lumière, et qui ordinairement sont jointes à des différences marquées dans le tempérament et dans la structure du corps. (...) Lorsqu'on a ainsi constaté la structure intérieure d'une race, il faut considérer le milieu dans lequel elle vit. Car l'homme n'est pas seul dans le monde ; la nature l'enveloppe et les autres hommes l'entourent ; sur le pli primitif et permanent viennent s'étaler les plis accidentels et secondaires, et les circonstances physiques ou sociales dérangent ou complètent le naturel qui leur est livré. (...) Il y a pourtant un troisième ordre de causes ; car, avec les forces du dedans et du dehors, il y a l'œuvre qu'elles ont déjà faite ensemble, et cette œuvre elle-même contribue à produire celle qui suit ; outre l'impulsion permanente et le milieu donné, il y a la vitesse acquise. Quand le caractère national et les circonstances environnantes opèrent, ils n'opèrent point sur une table rase, mais une table où des empreintes sont déjà marquées. (...) Si, malgré la grossièreté visible de nos notations et l'inexactitude foncière de nos mesures, nous voulons aujourd'hui nous former quelque idée de nos destinées générales, c'est sur l'examen de ces forces qu'il faut fonder nos prévisions. Car nous parcourons en les énumérant le cercle complet des puissances agissantes, et, lorsque nous avons considéré la race, le milieu, le moment, c'est-à-dire le ressort du dedans, la pression du dehors et l'impulsion déjà acquise, nous avons épuisé, non seulement toutes les causes réelles, mais encore toutes les causes possibles du mouvement» (31).

Pour Boutmy, la théorie de Taine ouvrait un nouveau continent scientifique en posant les fondements de la science des systèmes sociaux. «C'est une révolution qui vient d'être faite. (...) Ce qu'Aristote a fait pour le raisonnement dans ses analytiques, M. Taine (...) vient de le tenter et de l'accomplir pour l'histoire (...) L'histoire est maintenant une science ; elle est en possession de sa méthode» (32). Ce jugement, Boutmy ne le révisera jamais, même s'il lui arrive de s'interroger sur la capacité du paradigme à épuiser le sens et l'évolution des diverses sociétés. Si, sensible à la

propension au formalisme et au mécanisme du schéma, il ne se contente pas dans ses propres travaux de reproduire le modèle et si, plus attentif au mouvement de l'économie et aux luttes religieuses et sociales, il cherche à le préciser et à l'enrichir, l'histoire psychologique, systématisée par Taine, demeure au principe de son entreprise pédagogique et de son œuvre théorique. En portent témoignage les textes de 1871, le programme de l'École, véritable mise en pratique de la pensée du maître, où figurent l'ethnographie, la géographie et l'économie (la race, le milieu) et où s'affirme le recours aux méthodes historique et expérimentale, ses ouvrages, enfin, aux titres révélateurs : *Le développement de la constitution et de la société politique en Angleterre* (1877), *Essai de psychologie politique du peuple anglais au XIXe siècle* (1901), *Éléments d'une psychologie politique du peuple américain* (1902). Dans ces études, écrites après la mort de Taine, il commence toujours par une analyse de la morphologie, de la race et du milieu, qui déterminent «l'activité spirituelle» de cette «somme ethnique» qu'est un peuple. «Parmi les causes qui façonnent un peuple, les forces naturelles sont celles qui ont le plus de poids et d'efficacité. Ces forces sont par exemple la configuration du sol, la disposition des montagnes et des fleuves, du continent et de la mer, la clémence ou la rigueur du climat, l'abondance ou la rareté des fruits de la terre» (33). L'«âme collective», ainsi modelée, ordonne pensées et pratiques et devient la «cause vivante et indivisible» des faits sociaux et politiques. Les déterminations matérielles opèrent par la médiation du caractère dominant de la population, la méthode psychologique permettant de dénouer la tension entre l'individualisme libéral et le déterminisme historique.

Capital social et capital économique

«Il vous manque, répondait Emile Levasseur à Boutmy, venu lui demander conseil, trois choses essentielles : de l'argent pour fonder l'établissement, des maîtres pour donner un enseignement sur des matières inhabituelles, des élèves pour fréquenter une école qui ne conduira ni à une carrière ni à un diplôme officiel» (34).

L'entreprise et l'entrepreneur sont patronnés par Guizot, de Laboulaye et Taine dans le *Journal des Débats*. Fort de ces appuis, Boutmy part à la recherche de donateurs. A partir de la liste des premiers souscripteurs dont Boutmy se servira à la fois comme placard publicitaire et comme brevet de légitimité sociale, il est possible de

32—E. Boutmy, M. Taine et la nouvelle méthode historique, *La Presse*, 17, 18, 19 juin 1864.

33—E. Boutmy, *Essai de Psychologie politique du peuple anglais au XIXe siècle*, Paris, A. Colin, 1901, p. 3.

34—E. Levasseur, *art. cit.*, p. 142.

30—E. Boutmy, *Philosophie de l'architecture en Grèce*, Paris, Germer-Baillière, 1871, pp. 191-192.

31—H. Taine, *Histoire de la littérature anglaise*, Introduction, pp. XXII-XXXVII, Paris, Hachette, 1864.

Les actionnaires de l'École, membres de la Société d'économie politique

Alglave, Émile

né en 1842, professeur de droit romain et de droit administratif à la Faculté de Douai (1869), puis professeur de science financière à la Faculté de droit de Paris (1878), après des études parallèles de sciences, de médecine et de paléographie à l'École des chartes ; directeur de la *Revue politique et littéraire* et de la *Revue scientifique* ; militant républicain libéral.

André, Alfred

né en 1827, banquier, Banque Marcuard-André puis Neuflize-Schlumberger, régent de la Banque de France, directeur de la Caisse d'épargne de Paris, membre de la Chambre de commerce de Paris, administrateur de sociétés dont le PLM et les Mines de Pongibaud ; député, membre du Groupe Féray (républicain libéral, avec de Laboulaye, Casimir-Périer) ; protestant, allié aux Oberkampff, Mallet, Monnier, de Neuflize, Féray, Salvandy, de Champlois.

André, Édouard

né en 1833, banquier, conseiller général et député du Gard (1864-1870) ; protestant ; premier président du conseil d'administration de l'École.

Arlès-Dufour, Jean

né en 1805, président de la Société des magasins généraux de soie, administrateur de la Société générale, fondateur du Crédit industriel et commercial, membre de la Chambre de commerce de Lyon, membre du Conseil municipal et du Conseil général du Rhône, secrétaire de la société pour l'instruction élémentaire du Rhône, membre de la Société d'économie sociale ; saint-simonien fidèle et exécuteur testamentaire d'Enfantin.

Bischoffsheim, Louis-Raphaël

né en 1800 en Allemagne, banquier, administrateur de la Société générale, du Comptoir d'escompte de Paris, administrateur de la Compagnie des chemins de fer du Midi, membre du Conseil supérieur de la Société du Prince impérial, plus tard Société des prêts de l'enfance au travail, fondateur du Théâtre de l'Athénée, dont le produit était originellement destiné «au soulagement des pauvres», président de la Société philotechnique ; juif, allié aux Ephrussi et aux Goldschmidt.

Bischoffsheim, Raphaël-Louis

né en 1823, fils du précédent, banquier, administrateur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, membre de la Société de géographie, bienfaiteur des Observatoires de Paris et de Montsouris, fondateur de l'Observatoire de Nice, membre libre de l'Académie des sciences (1890), membre du conseil d'administration de l'École professionnelle du boulevard Bourdon ; député républicain (1881).

Calon, Paul

banquier, administrateur de la Société générale, membre du conseil de la société d'encouragement à l'industrie nationale.

Chabrières-Arlès, Maurice

gendre de Jean Arlès-Dufour et son associé.

de Coninck, Frédéric

négociant-armateur du Havre, administrateur de la Banque de France au Havre, membre d'organismes philanthropiques ; protestant.

d'Eichtal, Adolphe

banquier, président de la Compagnie de chemins de fer du Midi et de la Compagnie d'assurances La Nationale (avec Mallet, Jameson, Heutsch, Mirabaud et Vernes, tous banquiers protestants et tous actionnaires), secrétaire de la Caisse d'épargne de Paris, membre du Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, oncle d'Eugène d'Eichtal, fils de Gustave d'Eichtal, le saint-simonien, directeur de l'École en 1912.

Germain, Henri

né en 1824, fondateur du Crédit lyonnais, administrateur de sociétés dont la Compagnie des forges de Châtillon et Commentry ; député (1869-1885, 1889-1894) ; gendre d'Adolphe Vuitry, président du Conseil d'État de l'Empire, sénateur, membre de l'Académie des sciences morales et politiques et président de la Compagnie du PLM ; beau-frère de Paul Frédéric Hély d'Oissel.

Haentjens, Alfred

né en 1824, industriel ; député (1863-1875), membre de l'Appel au peuple.

Javal, Léopold

né en 1804, industriel de la métallurgie, puis agronome et fondateur de fermes-modèles (Vauluisant), membre du Conseil supérieur de l'agriculture et de l'industrie, député libéral (1863-1871) ; juif, membre du Consistoire de Paris.

Menier, Émile

industriel (le chocolat Menier), fondateur de la revue *La Réforme économique* ; député républicain de gauche 1876 et 1877.

Raoul-Duval, Edgar

né en 1832, magistrat (fils de Charles-Edmond Raoul-Duval, président de la Cour de Bordeaux, sénateur de la Gironde, membre de l'Appel au peuple (1876-1879), et d'Octavie Say), créateur de l'École supérieure de commerce de Rouen, député bonapartiste (1871-1877 et 1884-1887) ; protestant, apparenté aux Say, Durant-Dassier, Mirabaud, Johnston, Descours (tous actionnaires de l'École).

Say, Léon

petit-fils de Jean-Baptiste Say, économiste, lié à la Banque Rothschild, administrateur de la Compagnie des chemins de fer du Nord, des Mines et houillères de l'Aveyron, membre de la Société d'encouragement à l'industrie nationale ; député en 1871, préfet de Paris (1871-1872), ministre des Finances (1872-1873, puis 1875-1876, 1877-1879, 1882) ; membre de l'Académie des sciences morales et politiques (1874) ; professeur d'économie politique à l'École libre ; protestant ; marié à la fille d'Edgar Bertin, propriétaire du *Journal des Débats*.

Siegfried, Jacques

né en 1840, négociant puis banquier, administrateur de la Société générale algérienne, du Crédit foncier colonial, de la Banque ottomane, du Comptoir d'escompte de Paris, ainsi que de plusieurs compagnies d'assurances dont La Foncière et La Confiance ; protestant.

Siegfried, Jules

né en 1837, négociant havrais, fondateur du Musée social, initiateur de nombreuses institutions philanthropiques et scolaires dont l'École supérieure de commerce de Mulhouse, de l'École supérieure de commerce du Havre, du Cercle Franklin... ; maire du Havre (1878-1888), député (1885-1902), ministre du Commerce et de l'industrie (1893) ; protestant, père d'André Siegfried, professeur à l'École libre et auteur du *Tableau politique de la France de l'Ouest*.

Warnier, Jules

industriel ; député de la Gauche républicaine (1871-1875) ; protestant, apparenté aux Neuflize et aux André.

Wolowski, Louis

né en 1810 en Pologne, économiste, professeur d'économie et de législation au Conservatoire des arts et métiers, fondateur de la *Revue de législation et de jurisprudence* (1833) ; fondateur du Crédit foncier (1852), membre du Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, du Conseil de la Société d'encouragement à l'industrie nationale, membre de l'Académie des sciences morales et politiques (1855), membre du Bureau de la Société de statistiques de Paris, du Conseil d'administration de la Société d'économie sociale de Le Play ; député (1848-1851 puis 1871-1875), sénateur (1875) ; apparenté aux économistes Léon Faucher et Émile Levasseur.

retracer le processus qui, à travers la mobilisation des avant-gardes des différentes fractions dominantes, aboutit à la réunion du capital de fondation (200 000 francs).

Le premier cercle comprend, autour de Boutmy et de Taine, de Girardin, François Guizot (à la relation Taine-Guizot se superpose un lien Émile Boutmy-Guillaume Guizot, le fils de François Guizot, son condisciple à Louis-le-Grand), Édouard de Laboulaye, professeur au Collège de France, Émile Beaussire, professeur de philosophie au Lycée Charlemagne, les économistes Hippolyte Passy et Émile Levasseur, Émile Trélat, le directeur de l'École d'architecture où enseigne Boutmy et Ernest Vinet, bibliothécaire de l'École des Beaux-Arts et cosignataire des brochures. Si le champ intellectuel est sur-représenté, le capital social des acteurs s'avère déjà considérable.

L'analyse de la mobilisation montre que l'accès au capital économique fut conditionné par l'exploitation intensive du capital social possédé en propre ou en association par Boutmy. A travers quelques individus et quelques institutions, les promoteurs ont réussi à couvrir toute la surface de la classe dominante. Pour appréhender ce jeu du capital social, on prendra trois exemples : une société savante (la Société d'économie politique), une famille (Hély d'Oissel) et un homme (Nau de Champlouis).

La mobilisation commence par un appel aux amis et aux relations, mais plus décisif apparaît le soutien de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, de la Société d'économie sociale de Le Play, à laquelle Taine et Boutmy appartiennent, et surtout de la Société d'économie politique de Paris, alors présidée par Hippolyte Passy. L'étude des caractéristiques sociales des individus mobilisés par Boutmy permet de comprendre, par-delà les noms propres, les bases sociales de leur mobilisation. Elle fait voir, par exemple, que les membres de la Société d'économie politique qui ont accepté de devenir actionnaires de l'École, bien que différents sous bien des rapports (on y trouve en effet des universitaires et des magistrats, des banquiers et des négociants, des familles de vieille souche et une bourgeoisie de promotion, etc.) possèdent cependant un certain nombre de propriétés communes qui les rapprochent : souvent issus de minorités religieuses (protestants ou juifs), parfois d'origine étrangère, ils sont dotés d'un capital culturel relativement important ; entrepreneurs ou économistes pratiques, réformateurs et innovateurs, ils militent tous pour le libéralisme économique et le libre-échange (35) ; par ailleurs, la plupart d'entre eux sont engagés dans des activités philanthropiques d'ordre social ou éducatif ; nombreux, enfin, sont ceux qui détiennent des mandats électifs ou occupent des positions de pouvoir dans le champ politique, ce qui les situe à l'intersection des champs économique, intellectuel et politique.

Invité au Havre à la fin de l'année 1871 par

les de Coninck, Boutmy se plaint à Jacques Siegfried de ses difficultés à réunir les fonds nécessaires à la vie de son école. Ce dernier se décide alors à venir à Paris pour aider Boutmy «à éveiller les intérêts pour son œuvre». Une première réunion a lieu à laquelle participent Taine, Siegfried, le baron Nau de Champlouis, Alfred et Édouard André ainsi que le comte de Ségur. Mais, «ce n'est que quelques jours plus tard que, Jacques Siegfried ayant parlé du projet dans une soirée chez le peintre Landelle, Mr Hély d'Oissel offrit généreusement 10 000 francs» (36).

C'est Paul Hély d'Oissel qui, en offrant 10 000 francs, semble donner l'impulsion initiale. A ce nom se rattache une parentèle de hauts fonctionnaires, d'officiers généraux, de financiers et d'industriels extrêmement puissante. Paul Hély d'Oissel est le petit-fils d'Abdon-Patrocle Hély d'Oissel, préfet et conseiller d'État du Premier Empire et le fils d'Antoine-Pierre, conseiller d'État sous la Seconde République. Polytechnicien, administrateur de sociétés dont Saint-Gobain et, avec Léon Say, des Mines et houillères de l'Aveyron ; marié à une fille d'Adolphe Vuitry, il est le beau-frère d'Henri Germain, le fondateur du Crédit Lyonnais. Étienne, son frère, inspecteur des Finances (1871-1877), devient administrateur du PLM et du Crédit industriel et commercial ; son cousin, Jean-Léonce Hély d'Oissel, maître des requêtes au Conseil d'État (1879-1886), terminera sa carrière professionnelle comme vice-président des Messageries maritimes et président de la Société générale et de la Banque d'Indochine ; Jean-Léonce a pour gendre Pierre de Ségur, auditeur au Conseil d'État, fils du marquis Anatole de Ségur, conseiller d'État (1868-1879), et cousin de Paul de Ségur, qui figure à la direction du Paris-Orléans. De Victor Nau de Champlouis, Boutmy dira à sa mort que «l'École lui doit pour la majeure partie la réunion de son premier capital».

Il est le fils de Claude-Elisabeth Nau de Champlouis, maître des requêtes en 1823, député en 1828 et 1830, conseiller d'État en 1832, préfet de 1833 à 1848, pair de France en 1839, et de Amélie Féray, fille de Louis Féray et de Marie-Julie Oberkampf. Outre des liens de cousinage avec les André, les Poupard de Neufelize, les Mallet, les Descours, les Say, les Raoul-Duval, les Durand-Dassier, les Johnston..., Claude-Elisabeth est, par son mariage, le beau-frère de Narcisse de Salvandy, le ministre de la Monarchie de Juillet, du général Féray, marié à la fille du maréchal Bugeaud, et d'Ernest Féray, dit Féray d'Essonnes, membre d'innombrables instances économiques sous l'Empire et sous la République, député en 1871 et sénateur du centre gauche de 1876 à 1891.

Lieutenant-colonel, ancien élève de Saint-Cyr, où il s'est lié d'amitié avec Taine qui y fut longtemps examinateur, il compte parmi ses relations des officiers d'état-major comme lui, mais aussi des professeurs de l'École polytechnique et de l'École d'application d'état-major. Fils d'un pair de France de la Monarchie de Juillet, il est familier des «grands notables» de l'Orléanisme. Secrétaire de la Société de géographie, il côtoie

35—L. Le Van-Lemesle, *L'économie politique en France jusqu'à son introduction dans les facultés, 1815-1881*, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, XXVII, 1980, pp. 270-294.

36—E. Levasseur, *art. cit.*

Émile Levasseur et Émile Cheysson. Grièvement blessé à la bataille de Solferino, où il faisait fonction d'aide de camp du général de Ladmirault, il abandonne la carrière militaire et devient administrateur, grâce à ses liens avec la haute banque protestante, de la Compagnie des chemins de fer du Nord, aux côtés de James, puis d'Alphonse et de Gustave de Rothschild, de Léon Say, de Joseph Halphen, banquier, membre du Comptoir d'es-compte de la Banque de France, du duc de Galliera, le financier italien, de Joseph Hottinger, de la Banque protestante Hottinger, régent de la Banque de France, de Félix Vernes, de la Banque Vernes, de Soubeyran, sous-gouverneur du Crédit foncier, de Noailles, duc de Mouchy, qui souscrivent tous, à l'exception du duc de Galliera mais dont la veuve fera don d'un million de francs à l'École en 1877. Nau de Champlouis est en outre membre du conseil d'administration de la Compagnie générale des eaux, avec Hottinger, Stern, de la Banque Stern, Chaperon, un ancien inspecteur des finances et le vicomte Reille, président de la Compagnie du Canal du midi, vice-président de la Compagnie des chemins de fer de l'Est, et administrateur de Saint-Gobain.

Comme Alphonse d'Eichtal ou Léon Say, qui, eux aussi, participent très activement à la fondation de l'École, de Champlouis fréquente le Cercle des chemins de fer où se rencontrent les dirigeants des compagnies ferroviaires. Beaucoup apporteront leur contribution à Boutmy. Entre 1871 et 1873, les administrateurs du Paris-Orléans sont Alphonse Lavallée, ancien auditeur au Conseil d'État, Paul de Ségur et son beau-frère d'Armaillé (deux pièces d'un système d'alliances matrimoniales complexes unissant les deux branches des Ségur, les d'Armaillé, les Greffulhe, les La Rochefoucauld, les Gramont d'Aster, les d'Arenberg, les Casimir-Périer, familles d'industriels et de financiers), le comte de

la Panouse, le baron Reille, administrateur des Forges d'Alais puis président des Mines de Carmaux. A la Compagnie de l'Ouest, de Bourgoing, ancien ambassadeur au Saint-Siège, Charles Duchâtel, le fils du ministre de la Monarchie de Juillet, Tanneguy Duchâtel, de Kersaint, administrateur des Aciéries de La Marine et de Saint-Gobain, de Noailles, Welles de la Valette, fils du ministre de l'Empire Samvel et gendre de Rouher. A la Compagnie de l'Est, Arthur Baignières, Vincent Dubochet, président de la Compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, le vicomte Reille, de Rothschild, François Seillière (la Banque Seillière, liée aux Schneider). Au PLM, Adolphe Vuitry, l'ancien président du Conseil d'État, de Galliera, Paul Chaperon, membre du conseil d'administration de Saint-Gobain, et Paulin Talabot, l'entrepreneur associé aux Rothschild, président de Denain-Anzin, administrateur des Mines de La Grand-Combe, de Mokta-el-Hadid, de la Tafna, de la Société des transports maritimes, de la Société des docks de Marseille... et de la Société générale. A la Compagnie du Midi, Alphonse d'Eichtal, Isaac Pereire et Louis Bischoffsheim.

Le geste de donation correspond à de multiples raisons et recouvre des degrés d'implication très divers qui vont du concours à une œuvre patriotique chez des hommes comme Scherer-Kestner ou le général Ribourt, directeur de l'École d'application d'état-major, à l'entraide familiale pour le beau-père de Taine, ou amicale pour Eugène Crepet, ami de Taine, éditeur de Baudelaire, en passant par l'acte philanthropique, norme pratique d'un groupe mais qui, ici, se réalise dans un moment d'union nationale. Boutmy a réussi à rassembler autour de lui les principales entreprises industrielles et bancaires de son temps, le PLM, le PO, l'Est, le Nord et l'Ouest, les Mines d'Anzin, la Compagnie du Midi, les Messageries maritimes,

La position dans les divers espaces sociaux des promoteurs de l'École et des membres du premier conseil d'administration

	A. André	E. André	E. Beaussire	P. Bethmond	E. Boutmy	V. Nau de Champlouis	L. J. E. Denormandie	A. d'Eichtal	E. de Girardin	P. Hély d'Oïssel	P. H. Lanjuinais	E. Levasseur	F. Moreau	H. Passy	E. Rouse	L. Say	Jacques Siegfried	H. Taine	Tripiet
pratique religieuse																			
juif								△			△								
catholique	△	△				?		△*							△				△
protestant																			
champ intellectuel			△		△	△			△			△		△		△		△	
champ économique																			
industrie	△	△				△		△	△	△						△	△		
banque	△	△		△		△	△	△		△	△		△	△		△	△		
champ politique																			
orléanistes et droite								△	△	△									
légitimistes											△								
bonapartistes		△																	
républicains	△		△	△			△		△				△	△		△			
champ administratif																			
grands corps				△															△
armée						△													

* juif converti au catholicisme

la Compagnie du gaz et Saint-Gobain. La conjoncture apparaît évidemment comme déterminante dans la réussite de l'opération. Mais son succès tient pour une très large part aux propriétés du chef d'orchestre qui l'autorise à conduire une mobilisation transcendant les clivages sociaux, religieux et politiques : il est ainsi capable d'agir sur des acteurs dont la surface sociale couvre plusieurs espaces, et susceptibles de toucher un ensemble d'agents stratégiques de la haute bourgeoisie financière et industrielle et de l'aristocratie ; de même, peut-il pénétrer les instances de représentation et les organes de direction patronale, solliciter l'appui de lieux neutres, sociétés savantes ou cercles mondains, propices à l'intégration et à l'agrégation sociales, utiliser des réseaux verticaux comme l'appartenance au protestantisme ou une affiliation politique commune. C'est, d'ailleurs, par la diversité, relative mais réelle, des adhésions politiques et religieuses que l'École affiche sa «vraie» signification d'œuvre nationale, œuvre commune, non partisane.

Une école adaptée à la demande

Le désintéressement, on le sait, est souvent profitable. D'une part, l'investissement dans une œuvre d'«intérêt général» peut se doubler d'une conscience aiguë des intérêts du groupe social ou de l'institution à laquelle on appartient, d'autre part, la pureté même du bienfait initial fonde par la suite le bienfaiteur à formuler des exigences : le don appelle le contre-don ; il lie le donataire. Non seulement nombre de souscripteurs avaient parfaitement compris le message social de Boutmy, mais beaucoup, en hommes pratiques et socialement intéressés, avaient entendu fonder une école spéciale d'administration.

«M. Grosnier de Varigny dit qu'il faut arriver à ce que le diplôme de l'École ait une valeur pratique ; il faut qu'un jour dans les ministères les directeurs puissent opposer à la foule des postulants, cette question : Avez-vous suivi les cours de l'École des sciences politiques ? Il faut donc se concilier la bienveillance des directeurs de Ministères. La tendance des Comités de perfectionnement sera d'accentuer le caractère pratique et professionnel de notre enseignement. Par exemple, il n'existe pas actuellement d'examen sérieux à l'entrée des carrières diplomatiques. M. de Clerq s'attachera sans doute à ce que les cours et conférences de la section diplomatique, et l'examen de sortie, combient aussi complètement que possible cette lacune ; et les membres du Comité de l'autre section agiront dans le même sens pour les cours et l'examen de leur section» (37).

Si l'on se fie aux indications fournies par la direction de l'École, sa croissance atteint un palier significatif dans les années 1884-85 où le nombre des «inscriptions d'ensemble», c'est-à-dire des élèves, avoisine 200. C'est là d'abord l'effet de la rencontre entre une offre culturelle ajustée à une demande sociale qui transparaissait déjà de manière explicite dans

les enquêtes statistiques du Ministère de l'instruction publique et s'exprimait dans le nombre croissant d'entreprises privées de préparation aux concours. L'École investit un secteur du champ universitaire laissé en friche par l'État, non seulement en raison de craintes politiques mais aussi des résistances des facultés de droit.

Les discussions de la Commission des hautes études de droit réunie par Salvandy en 1837, lors d'un premier passage au Ministère de l'instruction publique (38) ou les délibérations des facultés de droit qu'il sollicite en 1845 lorsqu'il est rappelé au gouvernement par Guizot (39), ne laissent aucun doute sur leur opposition à la création d'un ordre d'enseignement concurrent —d'où le choix de la Commission de 1845 d'une école spéciale des sciences politiques et administratives, ouverte aux seuls licenciés en droit— et même à une présence significative de ces disciplines dans le cursus de la licence dont on redoute qu'elle mette en péril la primauté du droit privé ou ne conduise à une division des études juridiques (40).

«Énergiquement et de prime abord», la Faculté de Paris repousse deux idées également «funestes au progrès» des études de droit : «L'une de ces idées serait la création d'une Faculté nouvelle, l'autre, qui se confond en réalité avec celle-là, consisterait dans une séparation complète de l'enseignement du droit, suivant la direction des étudiants vers les diverses carrières». «La science du droit est une, quoiqu'elle se divise en plusieurs branches : car toutes ses parties se tiennent, reposent sur une base commune, la distinction du juste et de l'injuste (...) ; comment dès lors approprier à la carrière politique ou administrative un enseignement complet qui ne comprendrait pas l'étude du droit civil ? S'il doit la comprendre, comment constituer en deux Facultés distinctes le corps chargé de l'enseignement du droit ? Dira-t-on que l'enseignement du droit politique ou administratif pourrait n'être envisagé que comme un complément à l'étude du droit civil, et que l'école spéciale de droit politique ou administratif serait destinée à recevoir les élèves sortant de la première école ? Mais ce serait là encore une idée malheureuse, qui tendrait à rabaisser la dignité de l'école actuelle, et qui reposerait d'ailleurs sur cette fausse supposition que l'enseignement du droit doit rester complètement en dehors des sciences politiques. Nous pensons au contraire qu'un cours d'études uniforme, comprenant le droit civil et les notions essentielles du droit public, doit être imposé à tous ceux qui aspirent aux diverses carrières pour lesquelles les grades sont ou seront exigés ; mais qu'à la suite, et comme complément de ce cours ordinaire, on pourrait soumettre à une prolongation d'études, et à un examen sur des matières spéciales, les licenciés aspirant à certaines carrières» (41).

Rien n'indique que le développement du droit public sous la Monarchie de Juillet ou que la création en 1864 d'une chaire d'économie politique à la Faculté de droit de Paris ait totalement désarmé les préventions des professeurs de droit à l'égard des sciences politiques et administratives, mais, dans sa majorité, le corps professoral s'était résolu, dans les années 1870, à une évolution

38—Commission des hautes études du droit, *op. cit.*

39—*Délibérations des Facultés de Droit*, Paris, Dupont, 1845.

40—Laferrière, De l'enseignement administratif dans les facultés de droit, *Revue de législation*, 1849, 34, pp. 132-133 ; et *Comptes rendus de l'Académie des sciences morales*, 1848, 15, p. 307.

41—*Délibérations*, *op. cit.*, pp. 54-55.

37—Conseil d'administration du 1. 4. 1873. Procès-verbaux du Conseil d'administration, AHC.

Les inscriptions à l'École libre des sciences politiques, 1872-1895

perçue comme inéluctable : tôt ou tard, les sciences politiques entreraient dans le « temple de Thémis ». Plus que l'importance de la réforme, c'était la nature même de la greffe qui faisait problème : il fallait accueillir les sciences d'État sans professionnaliser l'enseignement, et donc le dévaluer.

La création de l'École libre allait précipiter le mouvement de reconnaissance de ces savoirs, la Faculté de droit de Paris supportant de plus en plus mal une concurrence moins mesurable, d'ailleurs, en termes de clientèle que de légitimité sociale et scientifique. Prenant appui sur un contre-projet sénatorial à la proposition avancée par Carnot de créer une école spéciale d'administration (JO, mai 1876, p. 3865), la Faculté de droit de Paris se montrait alors favorable à l'introduction des sciences politiques, mais elle y mettait une double condition : « Il est à désirer que les nouveaux cours forment une annexe des facultés de droit. L'enseignement des sciences politiques et administratives restera ainsi soumis à l'influence salutaire des études juridiques ; il aura ce caractère élevé et désintéressé qui doit appartenir à tout enseignement supérieur vraiment digne de ce nom. Placée dans des établissements spéciaux, l'étude des sciences administratives et politiques aurait une tendance professionnelle trop marquée. Les facultés nouvelles deviendraient facilement des sortes d'écoles préparatoires aux concours ». En outre, « il serait indispensable de n'ouvrir l'accès des nouveaux cours qu'aux étudiants déjà

pourvus du grade de licencié en droit » (42). Dans des *Observations* (43) en réponse, Boutmy invoquera les amputations que subiraient les « Sciences d'État » dans les écoles de droit et l'incompatibilité entre la logique déductive et exégétique des études juridiques et la démarche expérimentale et historique des études politiques. Derrière ce débat de méthode, c'est l'existence même de « Sciences po » qui est en cause : concurrencée par une école spéciale ou par la licence des facultés de droit, avec un diplôme pris en compte ou exigé pour les concours administratifs, dans les deux hypothèses, la mort de l'École libre était prononcée. On voit également la stratégie de délégitimation développée par la faculté : l'argument de la professionnalisation permet de recouvrir ses intérêts institutionnels du drapeau de la « Science » et de la « Théorie » et d'opposer le professionnel au libéral comme l'intéressé au désintéressé, le vulgaire au noble.

« Dans cette École, écrit le doyen Beudant, derrière le rideau brillant où sont inscrits les cours les plus divers offrant, dans leur ensemble, l'image

42—Rapport présenté au nom de la commission chargée d'examiner le contre-projet relatif à la création dans les facultés de droit d'une section administrative et politique (1876), AHC.

43—E. Boutmy, *Observations sur l'enseignement des sciences politiques et administratives*, Paris, Martinet, 1876 ; repris in *Revue internationale de l'enseignement*, I, 1881, pp. 237-249.

d'une véritable encyclopédie des sciences d'État, il existe, et c'est la partie vraiment féconde de l'œuvre, un système de conférences et de répétitions d'un caractère ouvertement pratique et professionnel pour la préparation aux concours (...). La tyrannie du but professionnel le veut ainsi : ce serait céder à une illusion que de croire qu'il puisse en être autrement. De la sorte, l'établissement de Facultés de sciences administratives et politiques, à côté des Facultés de droit, aurait pour résultat inévitable l'abaissement du niveau scientifique» (44). Pour la Faculté de droit de Paris, ni la création d'un nouvel ordre de facultés, ni la nationalisation de l'École libre ne pouvait s'envisager (45). L'intégration des sciences politiques dans les écoles de droit constituait la seule solution possible. Mais à force d'immobilisme, la Faculté de Paris avait laissé le champ libre à l'entreprise privée ; elle s'aperçut de la fin de son monopole de savoir, et donc de la perte de sa légitimité scientifique, uniquement lorsqu'une autre institution se fût approprié efficacement le domaine des connaissances politiques.

Le succès de l'École tient d'abord au monopole qu'elle conquiert sur le marché en formation de la préparation aux concours des grands corps de l'État : Conseil d'État (auditorat, mars 1849, décret du 25 novembre 1853, enfin décrets de novembre 1869 et de mars 1870), Inspection des finances (1847), Cour des comptes (auditorat, 1856), Affaires étrangères (examen consulaire et examen diplomatique, 1877), et, par un effet de tropisme, aux postes de direction des administrations centrales. Le recrutement des hauts fonctionnaires apportait la démonstration en acte et constamment renouvelée de l'efficacité du travail pédagogique. En se fondant sur les données malheureusement incomplètes, et sans doute flatteuses, des notices publicitaires de l'École, ainsi que sur les *Annales des sciences politiques*, on relève pour le Conseil d'État, de 1877 à 1891, sur 69 places, 55 élèves de l'École ; pour la Cour des comptes, de 1879 à 1891, sur 28 places, 27 reçus ; pour l'Inspection des finances, de 1877 à 1891, sur 55 places, 52 reçus ; pour les Affaires étrangères, de 1886 à 1891, sur 53 places, 45 reçus. Et, dans la période 1900 à 1935, le poids de l'École s'accroît encore : soit pour le Conseil d'État, 119 reçus sur 122 ; pour la Cour des comptes, 88 sur 101 ; pour l'Inspection des finances, 228 sur 232 et pour les Affaires étrangères, 250 sur 285. Les résultats obtenus par les élèves de l'École aux concours administratifs découlent de la professionnalisation des enseignements qui s'exprime dans la composition du corps professoral, très largement issu de la haute fonction publique.

Dans cette période de transition entre deux régimes, «l'école a dû beaucoup à la suspension

du recrutement régulier des carrières, et au déclassement des capacités qui ont suivi la catastrophe militaire de 1870. Nombre de talents se sont trouvés disponibles à son appel qui, en d'autres temps, auraient eu leur choix fait et leur activité engagée» (46). Et de fait, la crise passée, la participation des hauts fonctionnaires va se révéler difficile à obtenir. Or, elle constituait la meilleure des assurances sur l'avenir en rendant obligatoire le passage par l'École pour tout candidat désireux de préparer avec sérieux, c'est-à-dire avec de sérieuses chances de succès, les concours administratifs.

«La plupart des grandes administrations publiques auxquelles par système, nous demandons nos professeurs... voient presque toutes d'un mauvais œil les efforts qu'ils font pour se distinguer de leurs pairs, la renommée qu'ils acquièrent au dehors, parfois au détriment de la hiérarchie. Au début, il n'a fallu pas moins, le dirais-je, qu'une sorte d'action gouvernementale pour triompher de cette répugnance ; il a fallu l'intervention de Mr Léon Say auprès de l'Inspection des finances ; trois ans de lutte et la mort de Mr De Royer pour calmer les appréhensions de la Cour des comptes... Supposez que la règle d'interdiction se réalise (au cas de création d'une école d'administration), nous serions forcés de renoncer à l'une des conditions essentielles auxquelles l'École a dû son rapide et durable succès, à savoir d'offrir au public de nos chaires professionnelles dans la personne de nos professeurs des hommes rompus à la gestion des intérêts publics, les connaissant pour les avoir si longtemps maniés, pour les manier tous les jours et les expliquant avec cette pénétration particulière, ce sens du possible et de l'utile qui manque trop souvent dans les grandes chaires théoriques de l'État» (47).

En 1899-1900, le corps enseignant, passé et présent, comprenait sur 76 individus, 35 hauts fonctionnaires, 18 professeurs de l'enseignement supérieur, dont 4 titulaires de chaires au Collège de France, ainsi que 11 membres de l'Institut, de l'Académie des sciences morales ou de l'Académie française. C'est cette présence massive de la haute fonction publique qui permet à l'École de survivre, puis de croître. En effet, le capital d'autorité de ses membres contribue à l'accumulation primitive de légitimité de l'institution à travers la reconnaissance de l'excellence de sa pédagogie. Si les «grands corps» constatent la qualité de l'enseignement, c'est, évidemment, qu'il est dispensé par des gens de qualité, issus eux-mêmes des institutions dont ils sont précisément chargés d'inculquer les normes, les règles et les techniques. En sorte que l'École bénéficie du crédit dont les professeurs sont crédités : en somme, elle s'approprie le capital d'autorité que s'accorde à elle-même la haute fonction publique. Les premières années, en dehors même de la volonté des hiérarchies administratives de maintenir leur emprise sur le déroulement de la carrière de leurs subordonnés sans qu'interfèrent des légitimations extérieures, l'École apparaît entièrement dépendante des bureaucraties qu'elle sert, des professeurs qu'elles délèguent, des exigences intellectuelles et sociales qu'elles imposent, mais plus s'accroît le capital de reconnaissance que l'École recueille des administrations elles-mêmes, qu'elle tire de ses investissements auprès des

44—Ch. Beudant, *Rapport sur un projet d'organisation de l'enseignement des sciences administratives et juridiques*, (22 mars 1881), Paris, Moquet, 1881, pp. 4-5 et 8 ; E. Boutmy, Note au directeur de la Revue sur l'institution d'une licence ès sciences politiques, *Revue internationale de l'enseignement*, I, 1881.

45—Sur le projet de nationalisation de l'École en 1881, cf. D. Damamme, *Histoire des sciences politiques et de leur enseignement*, Paris, I, 1982, thèse de science politique.

46—L'École libre des sciences politiques, 1871-1889, op. cit., pp. 5-6.

47—E. Boutmy, *Rapport au conseil d'administration*, 1879, ms, AHC.

instances universitaires ou académiques ou, enfin, que lui procurent les fonctions sociales et politiques qu'elle remplit, plus elle se libère des contraintes les plus directes : son indépendance augmente à mesure qu'elle en vient à fixer la compétence de la bureaucratie, la valeur moyenne du bureaucrate et l'excellence qui tranche sur la moyenne. C'est en produisant le haut fonctionnaire moderne qu'elle gagne son autonomie. «Grâce à elle, d'un aveu unanime, le niveau des examens placés à l'entrée des carrières a été sensiblement relevé depuis quatre ans. C'est le fruit d'une préparation qui a toujours visé plus haut que le programme des épreuves et qui n'a fait des candidats heureux qu'en se proposant de faire des hommes capables» (48). Pourtant, le fait qu'elle s'approprie et définisse le savoir de l'administrateur ne signifie pas qu'elle ait réussi à conquérir totalement le monopole de la formation de la haute fonction publique, car si elle a su s'imposer sur le marché universitaire, la délégation concédée par les corps les plus fermés n'a, pendant longtemps, jamais été totale : ainsi, les mécanismes de sélection se sont durablement maintenus à l'Inspection des finances par le biais des conférences de méthode («les grandes écuries») qui étaient dirigées par des inspecteurs choisis par leurs pairs et qui, pour certaines, se tenaient dans les locaux mêmes de l'École. On saisit les profits que tiraient les deux partenaires de ce contrat d'association : à l'École, la renommée, à l'Inspection des finances, le maintien de la cooptation.

Entre l'administration et l'École, la relation n'est donc pas univoque. Un échange fonctionnel tend à s'instaurer ; d'un côté, l'école rationalise le système de préparation aux concours, marché inorganisé de petits producteurs indépendants, de l'autre elle autorise un travail pédagogique, technique autant que social, et politique, au moment

même où s'annonce la «fin des notables» et où, par sa seule présence, elle déplace les limites de la sphère sociale du recrutement au-delà des héritiers directs des anciennes classes dirigeantes, modifiant partiellement les mécanismes de l'hérédité professionnelle et de la reproduction sociale. En outre, l'École fait écran : associée à un système de concours —expression du principe méritocratique—, elle constitue une pièce maîtresse dans la défense des particularismes des corps et une protection contre le patronage politique et la concurrence du personnel politique républicain.

Reste une dernière contribution et non la moindre. Organiser la formation des fonctionnaires, c'est, à l'évidence, reconnaître la nécessité de la compétence, autrement dit, rendre visible cette nécessité et manifester cette compétence dans son déploiement quasi universel. A présent, pour administrer, il faut des connaissances : le haut fonctionnaire accède à la dignité du savant. S'appréhendant, en effet, comme faculté des sciences d'État, l'École n'a jamais compris son travail d'inculcation comme borné à un apprentissage de savoirs techniques, et a toujours rappelé sa vocation scientifique : «Nous ne sommes d'aucun parti, répétait Boutmy, nous sommes du parti de la science». Si l'École épouse cette cause, c'est que prendre parti pour la «science» équivaut à prendre parti pour une politique. Il y a en effet harmonie entre la science, la vision du monde libérale et la politique de conservatisme progressif du corps professoral, en raison de la conception qu'il a et de l'usage qu'il fait de l'histoire et de la méthode expérimentale. A ne voir que les relations qui s'instaurent entre l'École et la haute administration, on risque d'oublier que si les élèves s'y sont inscrits en nombre, ce n'est pas seulement pour des raisons pratiques ni du seul fait de sa légitimité institutionnelle et sociale ; c'est aussi parce que les «sciences politiques» formaient, selon le mot de Boutmy, le couronnement d'une éducation libérale, et constituaient une dimension essentielle de la «culture générale» des élites sociales.

48—E. Boutmy, *ELSP, Assemblée générale des actionnaires*, 1879, pp. 24-25.